Le couple désarmement-développement dans la pensée économique

Jacques Fontanel, Ron Smith

▶ **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Ron Smith. Le couple désarmement-développement dans la pensée économique. Liliane Bensahel, Jacques Fontanel, Michel Vigezzi. Economistes de la Paix, Presses Universitaires de Grenoble (PUG), 1993, 2 7061 0392 2. hal-02487566

HAL Id: hal-02487566

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02487566

Submitted on 21 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JACQUES FONTANEL ET RON SMITH

Le couple *désarmement – développement* dans la pensée économique

L'idée d'un désarmement pour le développement n'est pas nouvelle, mais malgré une logique apparente elle n'a jamais pu s'imposer. En effet, les dépenses militaires étant généralement analysées comme des dépenses improductives (et donc, comme un gaspillage), leur réduction semble nécessairement favorable à la croissance de l'économie mondiale. En ce sens, le désarmement, représenté par la réduction des dépenses militaires, constitue bien un instrument de développement. Cependant, deux considérations modifient cette perspective optimiste :

– d'abord, le monde contemporain n'est pas caractérisé par le cosmopolitisme ; il est divisé en Etat, aux objectifs souvent contradictoires, et ce que l'un possède, l'autre peut tenter de l'acquérir par tous les moyens. Dans ces conditions, il est concevable de constater une amélioration de la situation économique de l'Etat pilleur, au détriment de celle du pays vaincu ;

– ensuite, une réduction des dépenses militaires n'est pas synonyme d'une augmentation immédiate des ressources en faveur du développement. Comme l'activité militaire est elle-même productrice d'emplois et d'activités économiques multiples, sa récession crée les conditions de crises sectorielles et régionales importantes. Dans ces conditions, il faut distinguer les effets à court terme, nécessairement contrastés, des effets à long terme, très positifs pour le développement *ceteris paribus*, c'est-à-dire à degré de sécurité équivalent. Il faut remplacer le concept de dividendes du désarmement, faisant référence à une rémunération à court terme, par celui d'investissement de la paix, soulignant ainsi les frais initiaux à engager à court terme, avant de percevoir les fruits de cette décision économique.

Il y a deux théories extrêmes : l'armement pour le développement et le désarmement pour le développement. Les facteurs éco-

nomiques sont toujours très difficiles à analyser, car ils ne se reproduisent jamais de façon identique et une lecture rapide des situations concrètes donne une image très floue des incidences positives ou négatives du désarmement. A très court terme un investissement militaire peut avoir des incidences positives sur une industrie ou une région. Mais la même politique peut conduire à un gaspillage, à des habitudes de gestion désastreuses ou à des tentations d'hégémonie économique par la menace de guerre. La sécurité des Etats constitue une priorité, mais elle est dépendante aussi bien de la qualité des armes disponibles que de l'état de l'économie ou de la force des solidarités nationales. C'est pourquoi il est intéressant de préciser le statut théorique du désarmement pour le développement dans les différents courants de pensée économique. Nous analyserons successivement :

– L'effort militaire comme facteur de développement ;

– La paix, résultante de la disparition du capitalisme et donc de l'émancipation de l'homme ;

– Les dépenses militaires comme dépenses publiques particulières ;

– Le fardeau des dépenses militaires, conséquence des systèmes économiques antagonistes ;

– Le développement économique, facteur de paix.

L'EFFORT MILITAIRE COMME FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT

Dès l'origine des temps, la guerre a été conçue comme un mode naturel d'acquisition des richesses. Il est incontestable que la guerre et les conflits étaient enracinés dans le système des valeurs morales et culturelles de la civilisation grecque. Aristote le premier l'attestera, soulignant ainsi le rôle prédateur du conflit pour le plus puissant. Comme l'homme a à lutter contre les bêtes féroces, il doit combattre pour conserver sa liberté et ses richesses. L'esclave libère l'homme libre des tâches pénibles et dégradantes. Or, si l'esclave est prédestiné à sa situation, les conflits peuvent conduire à l'asservissement des hommes libres vaincus. Si Platon dans sa cité idéale considère que l'ordre militaire doit se soumettre à celui des philosophes, Aristote constate que celui qui dispose souverainement des armes a le pouvoir de maintenir ou de renver-

ser les institutions. L'économique semble jouer un rôle secondaire dans ces considérations des causes des conflits, mais il n'en reste pas moins que l'esclavage est un instrument de production essentiel à l'économie grecque. Cette soumission de l'économique au religieux et au politique sera retrouvée dans les analyses de saint Thomas d'Aquin ou de saint Augustin.

La guerre, facteur de richesse potentiel

La théorie mercantiliste regroupe des conceptions économiques parfois divergentes, mais elle est convaincue de l'utilité d'un Etat économiquement et militairement fort et unifié autour du Prince. Elle identifie la richesse à l'accumulation des métaux précieux et elle souhaite donc, par tous les moyens, disposer de ces biens pour affermir la puissance de l'Etat ; elle recommande une politique d'autarcie économique pour le Prince et d'exportations pour les autres pays ; enfin, l'objectif de l'économie n'est pas dans le bien-être des individus d'une nation, mais dans la puissance du Prince (Bodin, 1580) ; celui-ci n'a qu'une seule préoccupation fondamentale, l'art de la guerre comme condition de la mise en place de bonnes lois. Cependant, des sujets riches favorisent la puissance de l'Etat et donc l'intérêt du Prince rejoint celui de ses sujets. Les sentiments nationalistes et xénophobes favorisent l'essor des conceptions bellicistes et militaristes. Dans ces conditions, les mercantilistes ne recherchent pas l'optimum économique de la nation, surtout si celui-ci conduit une autre nation à accroître son pouvoir. En d'autres termes, il est préférable d'avoir moins de richesses, si les autres pays sont encore plus pauvres. Pour Colbert, le commerce est une guerre perpétuelle entre les nations. Toutes les nations riches sont potentiellement des ennemies et la meilleure arme reste encore de vendre beaucoup et de ne jamais acheter. Richelieu ajoutera que le commerce maritime permet de maintenir des matelots utiles pour la paix et nécessaires pour la guerre. Entreprendre une action qui conduirait à enrichir le pays, mais à diminuer son importance politique par rapport aux autres pays n'est évidemment pas recommandé. Les guerres hégémoniques sont suscitées par la convoitise provoquée par l'opulence des pays attaqués. La défense du pays encourage le sentiment national et la guerre victorieuse enrichit l'Etat.

L'avantage d'une nation dans la guerre réside dans la constitution d'un trésor de guerre. Montchrestien affirmera, contrairement à Machiavel, que l'argent est le nerf de la guerre, l'or étant mille fois plus puissant que le fer. Si le commerce est un moyen efficace de domination des peuples, l'Etat doit se préoccuper de construire les moyens d'une domination militaire et politique. Le Prince est appauvri si les autres pays se développent. La guerre améliore la solidarité des sujets du Prince et elle évite les guerres civiles. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement, sauf dans une optique machiavélique qui ne pourrait évidemment pas conduire à une paix durable, est un leurre et une absurdité.

Ces idées ont été approfondies ultérieurement par List (1861), partisan inconditionnel du système national d'économie politique. La puissance est plus importante que la richesse, car elle peut s'assurer de celle-ci par les conflits. En outre, par l'ampleur de ses préparatifs, la production qu'elle suppose et les dettes qu'elle provoque, la guerre peut conduire à un développement économique durable. L'existence des nations conduit inéluctablement à la lutte entre les peuples, au moins tant que les frontières naturelles ne sont pas dessinées. Si la collaboration internationale est souhaitable, elle est étroitement dépendante de la sécurité internationale. Ce n'est pas le développement du commerce qui est un facteur de paix, mais bien l'union des peuples qui permet l'essor des échanges. La nation est une étape vers le cosmopolitisme, mais celui-ci ne peut être fondé que sur les nationalités. Dans un premier temps, il est nécessaire de renforcer militairement la nation allemande, car la puissance importe plus que la richesse. Si la guerre est un fléau et donc si la paix est souhaitable, le protectionnisme (qui est un acte de défiance) et l'accroissement de l'effort militaire (que List défend au nom du pacifisme) favorisent le développement des forces productives. Les restrictions au commerce international constituent un moyen pour les industriels de bénéficier des avantages de la guerre sans subir les inconvénients des destructions. Cependant, cette politique n'est pas un dogme et elle n'est souhaitable qu'à certaines étapes historiques du développement. Les pays peu avancés dans la voie de l'industrialisation se doivent de se protéger économiquement par le protectionnisme et politiquement par le développement des forces militaires. Le lais-

ser-faire conduit inexorablement à la domination des plus forts et les discours libéraux de Smith et Ricardo traduisent les intérêts de l'économie britannique à son apogée. L'économique et le militaire ne s'opposent pas, car l'Etat joue un rôle déterminant dans le développement économique, dans le refus de l'influence étrangère et la recherche de la puissance nationale.

L'école historique allemande insistera sur la nécessité des conflits, quels que soient les régimes ou les systèmes économiques. Une guerre juste victorieuse est un progrès de l'humanité et les conflits interétatiques sont aussi nécessaires à la vie internationale que les conflits sociaux à l'intérieur d'une nation. Si la guerre produit plus de pertes que d'avantages pour le vainqueur (et, en ce sens, elle est à court terme indésirable), c'est par l'existence d'armées permanentes, par la dissuasion des forces, que l'on assure le mieux la paix. En conséquence, les dépenses militaires sont parmi les plus productives des charges publiques. Il s'agit plus d'un militarisme que d'un bellicisme.

Pour Sombart (1902), la révolution industrielle européenne et le système capitaliste ont été les fruits de la guerre. Les besoins militaires du conflit armé créent les conditions préalables au développement du capitalisme (constitution de grands marchés, formation des fortunes, amélioration de l'esprit de compétition et de recherche du profit, apprentissage de la discipline dans les armées modernes) et ils ont joué un rôle prédominant dans le phénomène de concentration industrielle. Grâce à l'armée, les Etats modernes réalisent l'unité de la nation et les dépenses militaires endettent l'Etat tout en assurant l'essor du secteur financier par la mise en place de la Bourse et la croissance des fortunes privées. La centralisation des commandes modifie les conditions de la production et pousse à la standardisation, aux innovations technologiques, à l'organisation rationnelle du travail, à la concentration des entreprises, à la consommation de masse et à la recherche systématique des économies d'échelle. Or, ces caractéristiques économiques fondent justement le développement économique contemporain. La guerre est un mal nécessaire au développement économique et l'armée est une force productive qui dynamise le capitalisme.

Les conflits armés, moyens de résolution de conflits économiques

Ces théories ne sont pas tombées en désuétude, même si leur expression est différente. La doctrine de l'autarcie soutenue par les régimes fascistes, les analyses modernes de la théorie des jeux appliquée aux relations internationales (Brewer and Shubik, 1979), la thèse de l'échange inégal (Emmanuel, 1969), le concept de guerre économique se situent partiellement dans ce courant de pensée. Les analyses modernes en termes de domination trouvent leurs origines dans les conceptions mercantilistes ou nationalistes de List. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est une idée utopique, car elle ne tient pas compte de la réalité du pouvoir et elle suppose que l'optimum économique est l'objectif fondamental de l'action humaine. Or, la lutte pour le pouvoir est pourtant inscrite dans les fibres de la condition humaine et domine toute autre forme de rationalité.

B. Rosier et P. Dockès (1988) soulignent l'importance de la polyconflictualité (pluralité des champs conflictuels et de leurs relations réciproques) dans l'innovation créatrice des sociétés. Le mode de développement occidental transforme les conflits sociaux en innovations techniques, lesquelles constituent un véritable projet socio-économique esquissé par les intérêts dominants. Les innovations majeures, qu'elles soient sociales, culturelles, technologiques, politiques, idéologiques ou économiques, sont développées à travers les multiples sources de conflits contemporains et notamment les guerres armées.

J.K. Galbraith (1967) s'est interrogé, avec d'autres scientifiques, sur les risques de l'idée de la disparition des guerres. Le désarmement, sous-produit de la paix ou sa condition préalable, aurait des conséquences économiques immédiates. La conversion des dépenses militaires à d'autres fins est particulièrement difficile, surtout si le degré de spécialisation de la production de guerre (notamment nucléaire et spatiale) est élevé. Il existe incontestablement un manque de souplesse qui implique la mise en place d'un désarmement très progressif, car aucun changement fondamental des structures générales de l'économie n'est généralement souhaité par les gouvernants et les gouvernés. Une aide de l'Etat est nécessaire pour résoudre les problèmes de

structure et favoriser l'émergence de nouvelles formes de consommation. Or :

«1) Aucun des programmes proposés concernant la reconversion économique nécessitée par le désarmement ne tient suffisamment compte de l'ampleur exceptionnelle des ajustements qu'elle entraînerait.

2) Toutes les propositions pour une transformation de la production de guerre en projets de travaux publics de bienfaisance expriment plus des vœux pieux qu'une compréhension réaliste des limites qui caractérisent notre système économique actuel.

3) Les mesures monétaires et fiscales sont inadéquates en tant que procédés de contrôle des processus de transition vers une économie désarmée.

4) Il n'a pas été accordé une attention suffisante à la question de savoir si les objectifs de ces hypothèses de reconversion étaient politiquement acceptables, non plus qu'aux moyens politiques qui devraient être utilisés pour effectuer cette transition.

5) On n'a pas envisagé sérieusement, dans aucun des plans de reconversion proposés, les fonctions non militaires d'une importance fondamentale, pas plus qu'il n'a été procédé ouvertement à une quelconque tentative pour découvrir des substituts valables à ces fonctions.»

La guerre a des fonctions importantes ; elle fournit le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité et du contrôle des économies nationales ; la possibilité permanente d'y recourir est le fondement même de la stabilité des gouvernements. La subordination des citoyens à l'Etat est largement dépendante de la sécurité internationale. La guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales, tout en assurant l'équilibre écologique entre la population et les ressources disponibles. Même en matière d'art, la guerre a été créatrice. Les substituts à la guerre sont difficiles à mettre en place. Au plan économique, il faudrait développer un système de gaspillage indépendant de l'économie normale de l'offre et de la demande. De nouvelles institutions devront être créées pour éviter la destruction de la société et l'adhésion des citoyens à une autorité politique. Ainsi, l'arme économique pourrait maintenir l'instinct grégaire des nations, ce qui à terme ne manquerait pas de reposer le problème de l'armement. Le système fondé sur la guerre a démon-

tré son efficacité depuis les débuts de l'histoire ; il a fourni les bases nécessaires au développement de nombreuses civilisations. S'il était nécessaire de choisir de façon irrévocable entre le maintien ou la destruction du système fondé sur la guerre, le bon sens conseillerait le premier choix. Le désarmement pour le développement serait donc une idée plutôt dangereuse et en tout cas inapplicable dans le monde contemporain.

Pour Bouthoul (1961), la guerre est un mal nécessaire, qui permet notamment d'apporter une solution cruelle à la croissance démographique excessive. Elle est irremplaçable pour réaliser les fonctions de rééquilibrage et de réajustement démo-économiques. Alors que Malthus affirme que la guerre est évitable par la contrainte morale, Bouthoul la juge nécessaire. Cet avis favorable sur le conflit armé est partagé par Tawney (1943) et Mandel (1975) qui estiment que la guerre crée la pénurie artificielle, qu'elle supprime le chômage et qu'elle accélère le progrès technique.

Pour Jacques Attali (1978), la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. La phase de non-bataille conduit à l'essor des dépenses militaires et au développement de réseaux automatisés d'autosurveillance. La phase de la guerre locale détruit les réseaux anciens de communication et les industries en aval de ce réseau ; la phase de guerre étendue permet la redistribution du contrôle du pouvoir en faveur des pays industriels dominants. Pour Attali, l'histoire du capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Dans la même ligne de pensée, M. Guillaume (1976) distingue le code du capital et le code du pouvoir ; le premier met en évidence la signification sociale des marchandises comme fondement de leur valeur ; les inégalités qui en découlent conduisent à la lutte permanente contre la rareté et inexorablement au maintien de la lutte des classes dans un système capitaliste fortement inégalitaire. Le code du pouvoir s'édifie par contre sur la hiérarchie bureaucratique et le monopole du savoir ; il est volonté de puissance. Si la guerre civile est inscrite dans le mode de production capitaliste, la guerre est rédigée par le code du pouvoir.

Pour de nombreux théoriciens des pays du tiers-monde, comme Benoit (1973), le militaire peut avoir des incidences économiques positives, en insistant sur les capacités mobilisatrices et modernisatrices des armées. Dans ces conditions, les militaires participent au développement économique des pays en voie de développement, en faisant valoir les idées du respect hiérarchique, de la discipline, de la rigueur rationaliste, de la mobilisation collective. Cette conception est discutable, car le paradigme techno-militaire transmet une culture rognée, fondée surtout sur les valeurs les plus autoritaires, au détriment des valeurs émancipatrices de la démocratie ou de la liberté. Enfin, la théorie du développement des pays du tiers-monde par l'industrialisation militaire et l'application des principes de l'import-substitution a eu des applications concrètes dans les politiques gouvernementales indiennes et brésiliennes de ces deux dernières décennies (Fontanel, 1991). Cette conception est rejetée par Arnaud (1992) qui, dans une explication du mode de destruction, rappelle que les systèmes militaires sont façonnés par les conflits des sociétés, qu'ils sont un dispositif social de sélection des formes d'organisation et des technologies militaires, qu'ils orientent ou au moins influencent les dynamiques productives de l'ensemble de la société, qu'ils portent une technologie militaire avec son empreinte culturelle et qu'ils sont volontiers missionnaires de leurs propres valeurs.

Enfin, l'idée de l'existence d'une guerre économique généralisée accroît la complexité du lien entre désarmement et développement. En effet, un désarmement de conception strictement militaire qui ne s'accompagnerait pas de mesures spécifiques de redistribution volontaire des richesses n'aurait aucun sens, puisque les conflits se perpétueraient, avec leur lot de misère et de violence civile. On le voit, les économistes sont très partagés sur l'idée d'un désarmement pour le développement et il semble même y avoir une large majorité en faveur de la quasi-impossibilité de sa réalisation. Plusieurs raisons justifient cette analyse :

a) la coexistence des deux systèmes économiques est impossible car ils sont à la fois impérialistes et antagoniques ; à ce titre, la fin du socialisme soviétique est susceptible d'ouvrir de nouvelles perspectives à la paix ;

b) les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être menacés et privés d'une partie de leurs droits de distribution mon-

diale des richesses ; la fin du socialisme peut ouvrir de nouvelles voies à la paix ;

c) la guerre est souvent synonyme de transformations profondes des sociétés permettant une régulation démo-économique et le développement de nouvelles techniques et industries ;

d) le désarmement est plutôt la conséquence du développement. ;

e) Les conflits ne s'arrêtent pas aux armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques et culturelles.

La paix, résultante de la disparition du capitalisme et donc de l'émancipation de l'homme

Si Marx et Engels (1848) n'ont pas particulièrement analysé le désarmement, ils n'en ont pas moins une conception originale de la stratégie mondiale. Les analyses de l'impérialisme ont complété la conception militaire de l'économie.

Engels et Marx, ou la guerre capitaliste

La paix n'a pas une vertu morale en elle-même. La guerre et les conflits appartiennent au domaine de la superstructure et sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. D'ailleurs, si la violence et la guerre constituent des forces motrices de l'histoire, elles n'en sont pas son vecteur principal (au contraire de l'affirmation de Feuerbach). En effet, la violence succombe toujours au développement économique ; le conquérant peut soit se laisser apprivoiser par la civilisation avancée, soit accepter la contestation interne et sa propre élimination progressive (Engels, 1877). A l'encontre de Dühring, Engels insiste sur le primat de l'économique sur le politique, la violence n'étant qu'un moyen, l'économique étant le but. L'industrie de «l'homicide» dépend du développement des forces productives, mais les Etats dont les forces productives sont les plus développées assurent tôt ou tard leur suprématie militaire. La lutte des classes provoque les conflits armés entre les Etats et entre les classes. Les conflits révolutionnaires reflètent les contradictions sociales secrétées par la structure des rapports économiques. La crise économique est souvent un préalable à la flambée révolutionnaire. Pour les pays barbares, la guerre est un mode de rapport nor-

mal et elle ne peut prendre fin que dans un système de très haut développement des forces productives et d'abolition des rapports de classe. L'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme conduit à l'extinction de l'exploitation d'une nation par une autre nation. Marx redoute les effets de la guerre sur l'idéal révolutionnaire du prolétariat ; celui-ci peut, par un détournement des consciences et une canalisation vers d'autres lieux de la violence immanente au mode de production capitaliste, se déchirer dans les luttes guerrières des Etats. En fait, le mode de production capitaliste porte en lui les germes de la guerre, alors que le socialisme et surtout le communisme conduisent à la paix. Les forces productives imposent leur loi aux superstructures de la violence, sauf si celle-ci va dans le sens de l'histoire. C'est pourquoi, pendant les périodes de conflits de l'après-deuxième guerre mondiale, a été soutenue l'idée des mouvements communistes selon laquelle un conflit armé conduisant au passage d'une société capitaliste à une économie socialiste constituait une «avancée de la paix», puisque la révolution prolétarienne, la disparition de l'antagonisme de classe et le développement économique permis par le secteur industriel étaient les conditions *sine qua non* de la paix universelle (Marx, 1848). Pour Engels, le militarisme du capitalisme accélère son effondrement. L'armée est devenue le but principal de l'Etat et ce militarisme doit périr de la dialectique de son propre développement. La course aux armements n'a pas que des aspects négatifs si elle aggrave une crise économique inéluctable et accélère la prise de conscience révolutionnaire et l'émancipation du prolétariat. En outre, la conscription obligatoire surpasse le suffrage universel comme agent démocratique et l'ingénieur est plus important que le capitaine. Ce n'est qu'avec la disparition du capitalisme que le désarmement aura des possibilités d'expression dans le cadre d'économies socialistes tournées vers la construction du communisme. Autrement dit, la paix universelle est incompatible à long terme avec le capitalisme. L'idée de la révolution prolétarienne internationale souligne l'intérêt très limité que Marx et Engels accordent au concept de désarmement. Engels prévoira la première guerre mondiale ; il était convaincu de l'épuisement de toutes les nations et il affirmera qu'alors les conditions seront réunies pour la victoire finale de la classe ouvrière. La guerre peut être révolutionnaire et il est difficile de présenter Marx et Engels comme des défenseurs du pacifisme ou de l'anti militarisme.

La guerre et l'impérialisme

Pour Rosa Luxemburg (1913), l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, d'abord comme catalyseur de l'accumulation primitive, ensuite comme instrument de domination coloniale des peuples, enfin comme facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le reste du monde. Le militarisme est un moyen privilégié pour réaliser la plus-value et donc il participe largement aux mécanismes de reproduction élargie du capitalisme, en phase impérialiste. L'armement sert donc à affirmer la puissance du capitalisme.

Pour Lénine (1916), les socialistes ne peuvent pas être pacifistes ou antimilitaristes et le désarmement est une démarche étrangère au marxisme, tant que survit des espaces capitalistes. Le militarisme marque un certain progrès dans l'évolution du capitalisme et son essor accélère l'insurrection armée contre la classe dominante. La dictature du prolétariat pourra alors s'exercer par la violence. L'impérialisme des monopoles conduit au partage capitaliste du monde, favorisant les tensions entre les grandes puissances. Il est alors conçu comme le stade suprême du capitalisme, caractérisé par la domination des monopoles et du capital financier, par la croissance des exportations de capitaux et par l'achèvement du partage capitaliste du monde. Il conduit aux guerres totales. Dans ces conditions, il est difficile de concevoir un désarmement, puisque la force militaire est un instrument d'affirmation du capitalisme sur les formations économiques et sociales concurrentes.

Le système économique est producteur de conflits. Boukharine (1920) affirmera même que la guerre est une méthode de la concurrence et un moment privilégié de désaccumulation. Elle produit la discipline, la hiérarchie des pouvoirs et elle altère les conditions de la production et de la reproduction. La guerre est alors favorable à la révolution.

Les dépenses militaires comme instrument de lutte contre les contradictions du capitalisme

La réflexion marxiste a été enrichie par Baran et Sweezy (1966). Située délibérément dans l'école de la sous-consommation, elle considère que les dépenses militaires constituent un facteur essen-

tiel d'absorption du surplus (conçu comme la différence entre ce qu'une société produit et ce qu'il lui en coûte pour produire) que le capitalisme monopoliste secrète. Les grandes firmes cherchent à maximiser leurs profits et dans un univers oligopolistique, elles sont amenées à réduire leurs coûts. Le surplus peut effectivement être absorbé par la consommation des capitalistes, par l'investissement, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont les plus efficaces dans ce rôle. En effet, elles sont conformes à la logique capitaliste en ne redistribuant pas des revenus sociaux à ceux dont la productivité est faible et elles sont aisément admises par la société civile qui souhaite l'amélioration de la sécurité et de la souveraineté nationale. De nombreuses critiques de cette thèse ont été formulées, mais dans cette conception, il est clair que le désarmement ne peut intervenir sans une transformation radicale du capitalisme.

La thèse de l'économie des armes permanentes de Kidron (1970) fait l'hypothèse selon laquelle les dépenses militaires exercent une pression positive sur les profits, sur l'investissement, sur la demande de travail et sur la technologie. Acceptable politiquement, la course aux armements stabilise les risques de surproduction du système capitaliste. Cette conception est contestée par Ron Smith (1977) qui considère que le capitalisme a besoin, pour survivre, d'une superstructure politique et militaire puissante pour défendre le système économique contre le communisme, maintenir la confiance dans l'hégémonie américaine et conserver l'ordre existant. Cette conception s'éloigne assez nettement des théories marxistes traditionnelles, même si elle s'inscrit délibérément dans la contestation de l'ordre capitaliste contemporain.

Enfin, pour Gunder Frank (1972), le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. La domination étrangère s'appuie largement sur la puissance militaire, soit par l'occupation du terrain, soit par l'intimidation ou par la mise en place de collaborateurs nationaux. Cependant, la transnationalisation du capital conduit à réduire l'apparence nationale du capitalisme et à libérer les travailleurs de leur traditionnel dilemme entre leur rejet du capitalisme et leur conscience nationale. Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent.

L'idée du désarmement pour le développement s'inscrit dans cette lutte contre un capitalisme militarisé. Elle n'est alors conce-

vable que dans le cadre d'une nation qui déciderait, conjoncturellement ou non, de réduire son effort militaire pour accroître ses potentialités de production et améliorer sa puissance économique. Ce choix est aussi un double pari : 1) d'abord que les ressources libérées soient utilisées avec suffisamment de discernement pour accélérer le développement économique et 2) que les Etats voisins ou concurrents ne profitent pas de cette réduction de puissance militaire pour exercer des effets de domination ou pour envahir le pays. Bien sûr, les cas du Japon et de l'Allemagne sont souvent présentés comme des exemples de cette forme particulière de non-armement pour le développement mais, comme le rappellent Fontanel et Matière (1985), c'est oublier un peu vite que leur protection a, pendant près d'un demi-siècle, été assurée de l'extérieur. Selon la conception marxiste, lorsqu'une véritable procédure de désarmement sera engagée, les fondations du capitalisme seront suffisamment ébranlées pour que le développement s'impose avec l'avènement du socialisme. L'histoire n'aura pas été tendre avec cette réflexion.

Les dépenses militaires comme dépenses publiques particulières

Les dépenses militaires ont une double action correspondant à leur double identité, dépense publique d'abord à court terme, dépense improductive ensuite à plus long terme.

Keynes, ou la recherche des conditions économiques de la paix

D'après Keynes (1921), le pacifisme libéral est un leurre. Si la crise économique surgit dans les pays à économie de marché, les conflits entre Etats sont rendus plus probables. La prospérité des périodes précédant les guerres est due à l'accroissement de la demande de biens et services nécessaires à la défense et au plein-emploi qui en résulte rapidement grâce à l'effet multiplicateur. Les forces de combat ne sont qu'un élément de la machine de guerre, car l'économie doit être en mesure de maintenir cet effort. L'économie de guerre permet la réduction de la consommation personnelle résiduelle et elle conduit à un processus inflationniste.

Cependant, Keynes (1921) ne se préoccupe que de la gestion de l'économie de guerre et il n'aborde pas vraiment les raisons profondes des conflits et les potentialités concrètes du désarmement pour le développement. Il va proposer une réduction drastique des réparations exigées par les Alliés à l'Allemagne à la fin de la première guerre mondiale, car elles sont sources d'inflation et d'affaiblissement économique, propices aux guerres. Il prophétise la seconde guerre mondiale en affirmant que l'appauvrissement de l'Europe centrale débouchera sur une vengeance terrible. Pour le financement de la guerre, il propose un financement par les classes salariées, afin de ne pas contrarier l'essor de l'investissement, de limiter la demande de consommation civile et de réduire les tensions inflationnistes. Cependant, l'emprunt est obligatoire.

En situation de sous-emploi, les dépenses militaires, comme les autres dépenses publiques, exercent un effet positif sur la croissance économique, car elles relancent la demande intérieure, par l'augmentation de la masse salariale versée et les achats de matériels d'armement domestiques. Elles peuvent donc provoquer le fameux «effet multiplicateur». Il existe plusieurs critiques importantes à cette analyse qui a pourtant justifié en grande partie, aux yeux de nombreux théoriciens, l'effort de réarmement de l'Allemagne et du Japon pendant l'entre-deux-guerres :

– La relance par les dépenses publiques peut tout aussi bien se faire avec les dépenses civiles et bien que les analyses divergent quant à leurs influences respectives, il est indéniable que, quel que soit le pays, les dépenses militaires ne sont pas économiquement les plus efficaces, sauf si une guerre victorieuse permet à la nation de s'approprier les richesses du pays vaincu. Cependant, globalement, cette situation s'apparente à un jeu à somme négative.

– Les dépenses militaires peuvent accroître la demande sans que l'offre des secteurs industriels soit en mesure de la satisfaire, provoquant ainsi un essor des importations et de l'inflation, propice à l'émergence d'une crise économique plus ou moins grave.

– La croissance économique ne conduit pas nécessairement au développement. Elle peut conduire à des impasses. Il est aisé d'imaginer qu'un pays reçoive, pour une courte période, des effets positifs de son industrie d'armement. Cependant, l'apparition de nouveaux systèmes d'armes peut réduire à néant la compétitivité des firmes qui ne disposent pas d'une recherche-développement

suffisante pour compenser à terme leur retard. Ce qui est souvent la situation potentielle des industries d'armement des pays en voie de développement.

– En outre, la plupart des études soulignent l'effet de substitution à l'investissement des dépenses militaires. Autrement dit, chaque fois que les dépenses militaires augmentent dans un pays, la croissance de l'investissement national diminue. Si, à court terme, la demande restant constante, la croissance peut se maintenir, il en va différemment de ses perspectives à moyen terme, à partir du moment où son vecteur fondamental dans l'avenir n'est pas assuré à son niveau optimal.

– Enfin, en période de plein-emploi, le fameux choix entre le beurre et le canon réapparaît. La réponse ne dépend pas évidemment des seuls critères économiques. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est positif, si les personnels ou matériels peuvent être utilisés dans l'économie civile. Cependant, en temps de paix, les dépenses militaires, par leur plasticité, constituent un instrument intéressant de régulation.

L'improductivité des dépenses militaires

Joan Robinson (1972) montre que l'analyse keynésienne n'insiste pas suffisamment sur l'utilité propre des investissements. Elle considère que la course aux armements et le commerce des armes expliquent en partie les succès d'un capitalisme incapable pour autant d'éradiquer la pauvreté interne et d'aider les pays en voie de développement dans leur quête de bien-être minimum. Lorsque le chômage augmente et les profits diminuent, l'Etat investit dans l'armement, ce qui n'est pas très satisfaisant pour l'épanouissement des hommes.

Pour Nef (1949), par exemple, c'est la paix qui stimule l'activité d'un pays, alors que la guerre paralyse les relations commerciales, détruit les productions et retarde l'application civile de la recherche. Il conteste l'analyse de Sombart selon laquelle la guerre serait un facteur de progrès, notant que même les plus grandes découvertes militaires ont été souvent réalisées à des fins pacifiques. Cependant, le progrès industriel est susceptible d'amener la guerre plus sûrement que la guerre ne favorise le progrès industriel. Parmi les auteurs contemporains, Seymour Melman (1971) sou-

ligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, etc Pour lui, le désarmement pour le développement s'impose. Les complexes militaro-industriels sont condamnables, d'une part parce qu'ils diminuent les potentialités de croissance économique et d'autre part parce qu'ils sont immoraux et irrationnels. Dans ces conditions, le désarmement est hautement souhaitable.

De nombreux économistes présentent les dépenses militaires comme un fardeau, *ceteris paribus*. Cette idée a été retenue récemment par le groupe d'experts de l'UNIDIR sur les aspects économiques du désarmement (ONU, 1992, Hartley, 1991, Klein, 1986, Isard, 1988). Lester Thurow (1982) ajoute que les dépenses militaires produisent des tensions inflationnistes importantes susceptibles de réduire la compétitivité nationale et d'engendrer des effets d'éviction. Ces analyses insistent sur l'idée du fardeau, du choix à long terme entre le beurre et le canon et de l'investissement social et économique important que constitue un processus négocié de désarmement, *ceteris paribus* (Intriligator, 1992, Fontanel, 1991). En termes de coûts d'opportunité, les dépenses militaires ont un effet négatif sur le développement économique, quand bien même leur fonction de dépenses publiques est susceptible, à court terme, d'avoir des effets positifs sur la croissance d'un pays. Cette analyse a été présentée très clairement par Ward et Davis (1990). Enfin, les études sur le désarmement pour le développement témoignent du fardeau relativement élevé des dépenses militaires eu égard aux impératifs de développement des pays du tiers-monde (Leontief and Duchin, 1983, Fontanel, 1991).

Le fardeau des dépenses militaires, conséquence de systèmes économiques antagonistes

L'analyse néo-classique invente un paradigme pacifiant dans le cadre d'une universalité d'application de l'économie de marché. S'il y a conflit, celui-ci est politique et il est fondé sur le conflit systémique entre le capitalisme et le socialisme.

L'univers sans conflit des néo-classiques

L'analyse néo-classique ne s'intéresse pas vraiment aux relations de pouvoir dans l'économie mondiale et les réflexions stratégiques qu'elle développe se sont généralement limitées à la course aux armements nécessaires pour combattre les pays du pacte de Varsovie sur le double terrain militaire et économique. Depuis la crise des pays d'Europe de l'Est et la fin du communisme marxiste-léniniste, les explications restent floues et souvent situées hors du champ de l'économique. La guerre est souvent économiquement inintelligible, car la science économique a pour fonction idéologique de rejeter la puissance hors des discours et calculs économiques. Les mécanismes du marché, l'équilibre, les schémas de la croissance sont construits dans l'hypothèse jugée normale de la paix dans le cadre d'un capitalisme universellement accepté. Certes, chaque niveau de développement économique secrète sa propre guerre, ses propres conflits, mais l'avènement du capitalisme réduit les tensions militaires au profit d'une compétition économique propice à la croissance des richesses et de marchés fournissant à chaque facteur de production sa juste rémunération. Or, guerre et économie sont étroitement liées, car la guerre implique la mobilisation de toutes les ressources intérieures, supériorité économique et domination militaire (et réciproquement) coïncidant en outre fréquemment.

Les économistes néo-classiques analysent les dépenses militaires comme un bien collectif public improductif. Il existe dans chaque société une fonction de bien-être social, qui est maximisée sous contraintes. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. Pour Von Mises (1985), la guerre ne justifie pas l'interventionnisme étatique, notamment en matière fiscale. Si l'enrichissement personnel est lié au conflit, il est peut-être moralement choquant, mais économiquement efficace, de développer l'investissement privé, permettant ainsi un meilleur financement de la guerre. D'autant que c'est l'interventionnisme de l'Etat et le socialisme qui sont les causes fondamentales de guerre, en suscitant ce nationalisme agressif que n'accepte pas le laissez-faire. Les barrières commerciales et démographiques différencient nettement les nations pauvres des nations riches, provoquant ainsi des tensions militaires incontestables. La concorde des peuples ne peut

naître qu'avec la généralisation du capitalisme et la substitution de l'Etat-providence par l'état du laissez-faire.

La théorie néo-classique cherche à reconstruire une analyse économique sur des bases objectives jugées neutres. Dans le but d'être respecté sur l'autel de la science, il s'agit pour Walras de mettre l'économie mathématique au rang de l'astronomie et de la mécanique mathématique. Au sein de l'équilibre général, l'action autonome de l'Etat est perturbatrice et son insertion remet en cause les principes de l'optimum parétien.

En théorie économique, un bien public pur présente la propriété remarquable de l'indivisibilité, caractérisée par l'absence de rivalité et d'exclusion dans sa consommation. La défense est généralement analysée comme un bien public pur caractérisé par la non-rivalité de consommation et la non-exclusion, ce qui reste vrai dans le cadre d'une alliance militaire (Olson and Zeckhauser, 1966). Or, cette conception n'est pas toujours vérifiée, car les stratégies de défense peuvent modifier ce caractère monolithiquement public de la satisfaction du besoin de sécurité internationale. La dissuasion nucléaire du faible au fort ou l'équilibre de la terreur sont des stratégies qui vérifient les trois propriétés fondamentales des biens publics purs. Par contre, les stratégies non violentes de l'Inde de Gandhi ou de protection civile développée notamment par la confédération helvétique ne permettent plus de définir l'effort de défense comme un bien public pur, car elles impliquent une plus grande autonomie décisionnelle des acteurs. Pour Hewitt (1991a), malgré les apparences, les dépenses militaires se prêtent mal à l'analyse économique traditionnelle des dépenses publiques. Le niveau optimal des dépenses militaires est un concept normatif, politique, stratégique, psychologique, économique aussi, voire moral qui laisse l'analyse théorique des biens publics relativement impuissante à dévoiler les choix financiers de la défense. Cela ne veut pas dire que l'on peut négliger l'analyse économique des dépenses militaires, mais il faut savoir qu'elle est nécessairement limitée et qu'elle ne porte que sur une partie d'un ensemble pluridisciplinaire de réflexions.

Il est pourtant admis que l'Etat intervient dans le cadre de l'échange volontaire, mais dans le cadre précis de la subsidiarité et dans l'hypothèse d'une action résultant d'un choix rationnel libre des agents. Dans ces conditions, la défense est analysée comme un

bien de luxe ou supérieur (Olson and Zeckhauser, 1966, Dunne, 1984). La théorie néo-classique développe la théorie des alliances militaires et elle se propose de déterminer la part financière de chaque allié dans les dépenses. Cependant, les analyses les plus intéressantes sont celles des modèles de course aux armements. Il faut noter cependant qu'ils ne sont pas inclus dans les schémas de réflexions habituels et qu'ils sont étudiés de manière complètement autonome.

Les dépenses militaires, facteur d'étatisation et de bureaucratisation

Le rôle de l'Etat dans la vie économique s'est accru pendant les périodes de conflit. Les dépenses militaires ont souvent été l'occasion d'une aggravation de l'étatisation. L'intervention systématique de l'Etat dans la vie économique donne des pouvoirs injustifiés à la bureaucratie sous couvert d'intérêt collectif. Dans ces conditions, elle essaie d'obtenir des dépenses militaires élevées en vue de conserver son pouvoir et elle dispose pour ce faire du quasi-monopole de l'information. Dans ces conditions, il se développe un complexe militaro-industriel qui favorise l'accroissement des investissements et le gaspillage militaire.

La théorie des modèles de course aux armements est intéressante, en ce sens qu'elle essaie d'intégrer les dépenses militaires dans l'analyse néo-classique. L'idée est de percevoir l'influence réciproque des stratégies des grandes puissances. La question est de savoir si ce processus d'action-réaction ne conduit pas inéluctablement à la guerre et si la course aux armements n'est pas alors un phénomène irrationnel. L'analyse de Richardson (1960) mettait en évidence le fait que l'accroissement des budgets de préparation de guerre accroissait indéniablement la probabilité de guerre. Cette analyse, trop mécaniste, a été amendée, notamment par Brito et Intriligator (1986). L'une des questions fondamentales des relations internationales est de savoir si la course aux armements conduit inexorablement à la guerre. Les guerres peuvent-elles être expliquées comme le résultat de comportements rationnels et devenir un objet d'analyse par les sciences sociales ? Trois facteurs jouent simultanément : l'évolution des dépenses militaires des ennemis potentiels, la fatigabilité consécutive aux coûts de la

militarisation et les griefs qui conditionnent la motivation de la course aux armements. Or, les résultats empiriques ne coïncident pas toujours avec la théorie, les dépenses militaires étant souvent d'abord dépendantes de considérations de politique intérieure et des choix stratégiques effectués avec les alliés (Fontanel and Smith, 1990).

Les analyses stratégiques fondées sur la théorie des jeux abordant les questions de la concurrence, de la négociation, du bluff, de la menace, de l'escalade sont dorénavant couramment utilisées (Rapoport, 1960 ; Schelling, 1960 ; Boulding, 1962), si les armes sont comparables et leurs effets susceptibles d'une analyse de type probabiliste, notamment dans le cadre de la dissuasion nucléaire. La grande difficulté de ces analyses porte sur la faiblesse des liens entre les présentations stratégiques et les réflexions économiques. L'Etat perd sa substance, il n'est que l'émanation des intérêts individuels. Les conflits ne sont pas pris en compte, comme s'ils échappaient à l'histoire ou à l'économique. L'Etat n'exerce aucun effet de domination et il n'a pas d'autre fonction de préférence que celle résultant de la somme des préférences individuelles de ses composantes. Ces analyses conduisent à émettre plusieurs hypothèses. Cependant, dans le cadre du désarmement pour le développement, la lutte des systèmes subsiste, mais elle s'exprime sous une forme différente et certainement temporaire. Dans ces conditions, l'idée même du désarmement pour le développement entre dans la course au pouvoir ou à la domination des Etats ou des systèmes.

Le développement économique, facteur de paix

Les physiocrates et les classiques ont principalement développé la thèse du développement économique comme facteur de la paix.

La paix accessible

Les physiocrates affirment la stérilité de la guerre, car ils sont favorables au cosmopolitisme, à l'ordre naturel et au rôle clé de l'agriculture. Les guerres développent l'idée de monopoles et ceux-ci ne sont pas favorables à la collectivité. Dupont de

Nemours condamne les guerres commerciales et coloniales, qui conduisent selon Quesnay à la réduction de la puissance économique et militaire des Etats.

Pour les classiques anglais, l'intérêt individuel conduit au bien-être et à la prospérité. L'intervention de l'Etat dans l'économie n'est pas recommandée, car les individus ont des intérêts complémentaires et les nations appartiennent à une communauté universelle favorisant la division internationale du travail, grâce à la liberté des échanges. La guerre et la préparation à la guerre sont fondamentalement des variables expliquées par l'esprit de monopole. Smith (1776) et Ricardo (1817) condamnent la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie économique et politique du Prince. Le commerce ne doit pas devenir une source d'agression militaire. Les conflits armés ou leur menace sont des phénomènes exclusivement politiques et ils peuvent donc être évités par des accords entre les Etats. Etant entendu que les dépenses militaires sont improductives, un accord de désarmement entre les Etats ne peut alors que favoriser le développement.

Cependant, Adam Smith considère que les forces militaires sont nécessaires pour assurer la souveraineté des Etats. Un pays développé ne doit pas désarmer, car il doit s'attendre à être attaqué. La puissance militaire ne repose pas sur le trésor de guerre, mais sur les capacités de production des Etats ; elle dépend donc de la richesse économique du pays. Parce qu'elle est supposée plus efficace, il recommande même l'utilisation d'une armée de métier de préférence aux milices à mi-temps. Dans ces conditions, une économie développée peut plus aisément se protéger contre des voisins pauvres et barbares. Ainsi donc, si la guerre est condamnable et est contraire aux principes bien compris de l'économie de marché, les Etats ont le devoir de se protéger contre leurs voisins. Cette contrainte est d'ordre politique, même si son coût économique n'est pas négligeable. Smith admet certaines entraves au commerce, notamment lorsqu'il en va de la sécurité de l'Etat ; c'est ainsi qu'il sera favorable à l'acte de navigation, à certaines taxes à l'importation, aux primes à l'exportation. Le développement généralisé précède alors le désarmement, et ce d'autant que les citoyens aisés ont de plus en plus de temps à consacrer à leurs loisirs et de moins en moins aux exercices militaires. Mac Culloch défendra, dans cette direction, la constitution d'une armée de dis-

suasion forte destinée à favoriser le développement de la liberté de commerce. Dans ces conditions, le désarmement pour le développement est une idée dangereuse si elle conduit à des déséquilibres susceptibles de rendre les conflits possibles.

David Ricardo est davantage préoccupé par le coût de la défense et les dérapages inévitables des gouvernements vers les guerres. La rupture des échanges, les conflits économiques internationaux, la recherche d'autonomie économique des Etats sont autant d'obstacles à un développement économique optimal. Il analyse la guerre comme un phénomène exclusivement politique, ayant des incidences économiques considérables. La croissance des dépenses militaires, surtout lorsqu'elle a été permise par l'emprunt, conduit inéluctablement à la guerre. On peut alors comprendre que, dans ces conditions, un désarmement négocié pourrait être un facteur de développement.

Malthus (1803) considère que la guerre est souvent le résultat d'un développement insuffisant par rapport à la croissance de la population. Elle joue un rôle régulateur dans une crise économique et sociale. Les périodes de préparation à la guerre peuvent même constituer un aiguillon au développement économique, du fait de l'accroissement de la demande globale. En termes modernes, on peut dire que les dépenses militaires des pays riches permettent d'absorber le surplus, grâce à l'entretien des improductifs comme les soldats. Cependant, à long terme, la préparation à la guerre n'est pas économiquement efficace. Elle peut provoquer des effets positifs à court terme, mais elle conduit aussi inexorablement aux conflits, qui pèsent alors lourdement sur les économies concernées. Malthus et Ricardo s'opposeront sur le financement de la guerre, le premier souhaitant la levée d'impôts massifs, le second recommandant le système de l'emprunt, pour éviter la sous-consommation et l'aggravation de la crise économique.

Pour Stuart Mill (1873), le commerce rend la guerre obsolète car il fortifie les intérêts personnels, lesquels sont opposés à la guerre. L'extension du commerce international est une garantie de paix et un instrument de progrès universel. Il sera favorable à la mise en place d'un tribunal international réglant les litiges entre les nations.

Pour les libéraux français, la paix est indispensable au développement harmonieux des nations et elle ne peut être assurée qu'en

limitant le développement d'armées puissantes. Jean-Baptiste Say (1816) estime que la loi des débouchés démontre que les intérêts des hommes et des nations ne sont pas opposés et que sa reconnaissance est susceptible de favoriser la concorde et la paix. A ce titre, il condamne même la colonisation, car il est convaincu que la politique libre-échangiste devrait favoriser la paix universelle. Dans ce cas, c'est le développement lui-même qui favorise le désarmement, car les guerres comportent des motivations économiques très fortes. La guerre coûte plus que ses frais, notamment en termes de coûts d'opportunité (pertes d'hommes, destruction, pertes de production, etc.). Il vante les mérites d'un système défensif qui évite les guerres inutiles. Avec l'industrialisation des économies de marché, l'ouvrier et les entrepreneurs ont des intérêts économiques communs et ils sont alors en situation d'imposer la paix et la réduction des dépenses improductives.

Les socialistes utopiques ou la recherche du bonheur

Pour les socialistes utopiques, le bien-être des populations s'oppose au développement des dépenses militaires. Pour Saint-Simon (1819) l'ignorance des réalités économiques conduit les gouvernants à chercher à accroître leurs richesses par la menace de guerre ou la guerre elle-même. Lorsque les industriels auront pris le pouvoir, la guerre disparaîtra. L'armée devrait être réorganisée vers des objectifs productifs, afin de la préparer au désarmement. Cette idée est reprise par Proudhon (1861) pour lequel la société industrielle doit se substituer à la société militaire. La révolution industrielle, en faisant disparaître le paupérisme, élimine la principale cause des guerres. C'est dans la misère que se terre le virus des conflits. C'est donc par le développement que l'on devrait éliminer les armes et la révolution industrielle est capable de créer un tel mouvement.

Pour Fourier (1848), l'armée est improductive, le service militaire est très néfaste car il fait perdre aux jeunes recrues le goût du travail. L'armée pour être productive serait responsable de grands travaux de reboisement ou d'irrigation. La guerre ne peut être justifiée que si elle conduit à la transformation de l'ordre social. Le courant pacifiste des socialistes est resté très fort jusqu'à notre époque, comme en témoigne l'importance des sensibilités socialistes dans le mouvement pacifiste.

D'autre conceptions plus modernes ont repris l'idée selon laquelle la paix est une résultante du progrès économique. Par exemple, Veblen (1915) a analysé l'impérialisme et le militarisme comme des survivances féodales qui devraient disparaître avec la société industrielle. Schumpeter (1942) affirmera que la pensée libérale est pacifiste et nettement opposée à la guerre et à l'impérialisme. Il donnera l'exemple des Etats-Unis, sans réminiscences pré-capitalistes militaristes, non interventionnistes, très concernés par l'importance des partis de la paix qui imposent des actions pacifiques. S'il reconnaît que l'industrie d'armement, les cartels, les dumpings favorisent l'intervention militaire et l'expansionnisme, il n'en demeure pas moins persuadé qu'ils ne sont que des survivances féodales qui devraient tendre à disparaître. L'impérialisme n'est pas une phase inévitable du capitalisme. Par contre, le capitalisme est fragile dans ses contradictions socio-politiques et il s'autodétruira, à un niveau déterminé du développement des forces productives, en faveur d'un socialisme faiblement innovateur et hautement égalitariste. Les principes du Nouvel Ordre économique international s'inscrivent aussi dans cette lignée philosophique. Le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays les plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la course aux armements. Dans un monde d'interdépendances croissantes, une réflexion géopolitique globale implique une définition économico-militaire de la sécurité. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale (déclaration du panel d'éminentes personnalités des Nations Unies, 1986).

L'analyse économique contemporaine ne permet pas de répondre clairement aux trois questions fondamentales de l'économie de la défense et donc de l'économie du désarmement :

– Quel choix opérer entre le beurre et le canon (c'est-à-dire le coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles) ?

– Quel est le pouvoir explosif (*bang for a buck*) d'un dollar (c'est-à-dire la puissance explosive d'un dollar dépensé dans la défense nationale) ?

– Combien faut-il dépenser et comment (c'est-à-dire la recherche du niveau optimal de dépenses militaires) ?

Finalement, peu nombreux sont les courants de pensée qui imaginent possible le désarmement pour le développement, compte tenu des contraintes internationales qui prévalent depuis l'avènement du capitalisme et du socialisme, malgré la fin annoncée de ce dernier. Il faut cependant noter qu'aucune théorie n'essaie d'intégrer le facteur particulier du nucléaire qui empêche de continuer à réfléchir en termes de survie du capitalisme, mais plutôt en termes de survie de l'humanité.

Références bibliographiques

Aristote, *La Politique*, Traduction J. Tricot, Editions J. Vrin, Paris, 1977.

Arnaud A. (1992), *Systèmes militaires, technologies et types de développement économique*, Thèse CEDERS, Aix-en-Provence.

Aron R.(1962), *Guerre et Paix entre les Nations*, Calmann Levy.

Attali J.(1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

Baran et Sweezy (1966), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, 1968.

Benoit E. (1973), *Defence and Economic Growth in Developing Countries*, Lexington, Heath.

Bodin J.(1580), *La République*, Paris.

Boukharine N. (1920), *Economique de la période de transition*, Etudes de documentation sociale, 1976.

Boulding K. (1962), *Conflict and Defense*, Harper and Brown, Boston.

Bouthoul G. 61), *Sauver la guerre*, Grasset, 1961.

Brewer and Shubik (1979), *The war game, a critique of military problems solving*, Harvard University Press.

BRITO D.L. et INTRILIGATOR M.D.(1986), *Arms races and the outbreak of war. Application of principal-Agent relashionship and asymmetric information*, edited by Christian Schmidt & Franck Blackhaby in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan, 1986.

CHAN STEVE (1985), *The impact of defense spending on economic performance : a survey of evidence and problems*, Orbis, Summer.

COLARD D., FONTANEL J., GUILHAUDIS J.F. (1981), *Un pari difficile*, Collection des Sept Epées, Fondation pour les études de défense nationale, Cahier n°19.

DOCKES P. et ROSIER B. (1988), *L'histoire ambiguë*, PUF, Paris.

EMMANUEL A. (1969), *L'échange inégal*, Maspero, Paris.

ENGELS (1877), *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1977.

FONTANEL J., (1984), *L'économie des armes*, Coll. Repères, La Découverte. Paris.

FONTANEL J. et SMITH R. (1985), *Analyse économique des dépenses militaires*. Stratégique, 3e trimestre.

FONTANEL J. (1991), *La signification économique des dépenses militaires et l'impact économique du désarmement*, Rapport UNIDIR, Genève, 1991.

FONTANEL et SMITH (1990), The impact of strategy and measurement on models of French military expenditure, *Defence Economics*, Vol. 1.

FONTANEL J. (1991), «Effects for Developing Countries of the East-West Disarmament Process», Edited by Serge SUR, *Disarmament Agreements and Negociations. The Economic Dimension*, UNIDIR, Dartmouth, 1991.

FONTANEL J. and WARD M. (1993), «Military Expenditures, Armaments and Disarmament», *Defense Economic*, n° 1.

FOURQUET F. (1989), *Richesse et puissance*, Paris, La Découverte.

FRANK A. (1972), *Le développement du sous-développement*, Maspero, Paris.

GALBRAITH J.K. (1967), *The New Industrial State*, Hamish Hamilton, London.

GEORGIOU (1983), *The Political Economy of Military Expenditure*, Capital & Class, Spring.

GUILLAUME M. (1976), *Le capital et son double*, PUF, Paris.

HARTLEY K. (1991), *The Economics of Defence Policy*, Brasseys, London.

INTRILIGATOR M. (1992), *Aspects économiques du désarmement considéré comme un investissement*, UNIDIR Newsletter, Geneva, 19/09.

ISARD W. (1988), *Arms Control and Conflict Analysis : Contributions from Peace Science and Peace Economics*, New York, Cambridge University Press.

ISARD W. and ANDERTON C.H.(1992), *Economics of Arms Reduction and the Peace Process*, Amsterdam, North Holland, 1992.

KEYNES J.M.(1921), *How to pay the war*, London.

KLEIN L.R. (1986), «Disarmament and socio-economic development», *Disarmament*, United Nations, vol IX, n° 1, New York, Spring.

La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres (1984), Préface Galbraith, présentation Christian Schmidt, Calmann Levy, Paris.

LÉNINE (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. Sociales.

LEONTIEF and DUCHIN (1983), *Military Spending*, Oxford University Press, Oxford.

LIST F. (1861), *Le système national d'économie politique*.

LUXEMBURG R. (1967), *L'accumulation du capital*, Maspero.

MAGDOFF H. (1970), «Militarism and imperialism», *American Economic Review*, May.

MANDEL E. (1975), *Late Capitalism*, New Left Book.

MALTHUS K. (1803), *Principes d'économie politique*.

MARX K. et ENGELS F. (1848), *Le manifeste du Parti communiste*, coll. 10/18, Paris, 1984.

MARX K. et ENGELS F. (1845), *L'idéologie allemande*, Editions sociales, 1976.

MELMAN S. (1971), *The war economy of the United States*, St Martin's Press.

VON MISES LUDWIG (1985), *L'action humaine. Traité d'économie*, PUF, Paris.

NEF U. (1942), «War and Economic Progress», *Economic history review*, 12.

NEF U. (1949), *La route vers la guerre totale*, A. Colin.

ONU (1992), *Economic aspects of disarmament : disarmament as an investment process*, 27 August, A/47/346.

PERROUX P.J. (1973), *Pouvoir et Economie*, Dunod, Paris.

PROUDHON, (1861), *La guerre et la paix*.

RAPOPORT A. (1960), *Fight, game and debate*, Michigan Press.

RATTINGER (1975), *Armaments, detente and bureaucracy*, Journal of Conflict Resolution.

RICARDO D. (1817), *Principes de l'économie politique et de l'impôt*.

RICHARDSON L.F. (1960), *Arms and Insecurity*, Benwood.

ROBINSON JOAN (1972), The second crisis of economic theory, *American Economic* Review, May.

SAINT-SIMON (1817), *L'industrie*.

SAINT-SIMON (1819), *Essai sur la politique*.

SAY J.B. (1816), *Traité d'économie politique*.

SAY J.B. (1828-1829), *Cours complets d'économie politique*, Bruxelles, 1843.

SCHELLING T.C. (1960), *The strategy of Conflict*, Harvard University Press.

SCHUMPETER J. (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris, 1965.

SILBERNER J.A. (1957), *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques*, Sirey, Paris.

SMITH A. (1776), *La Richesse des Nations*.

SMITH R.P. (1977), *Military expenditure and capitalism*, Cambridge Journal of Economics.

SOMBART W. (1902), *Der modern kapitalismus*, Munich 1902.

TAWNEY (1943), «The abolition of economic control», *Economic History Review*.

THUROW L. (1982), «Rising Military Expenditure», *Commentary*, January.

VEBLEN T.B. (1915), *Imperial Germany and Industrial Revolution*, New York.

WARD and DAVIS (1990), *Economic Growth and Military Spending in US*, 1952-1988, National Science Foundation, Boulder & Grenoble.